Direction : Direction Financière

Direction des FINANCES

REF :

OBJET : Garantie à 100 % de deux emprunts réaménagés de 384 511,97 € de Sofilogis auprès de la CDC

LE CONSEIL,

Après avoir entendu l'exposé du Maire,

Vu l'article R.221-19 du code monétaire et financier ;

Vu les articles L.2252-1 et L.2252-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 2298 du code civil ;

A la majorité des membres du conseil, les membres des groupes "Aubervilliers en Marche pour le Changement" et "Union du Nouvel Aubervilliers" s'étant abstenus

DELIBERE :

ARTICLE 1 : La Ville d'Aubervilliers accorde sa garantie à 100 % à Sofilogis pour le remboursement de deux emprunts réaménagés, d'un montant total de 384 511,97 euros, contractés auprès de la CDC afin de financer l'acquisition et l'amélioration de logements.

ARTICLE 2 : Les caractéristiques des prêts sont les suivantes :

Prêt n° 855033

- Montant : 173 378.88 euros
- Durée de remboursement du prêt : 31 ans (en nombre d'échéances)
- Taux révisable : 4,20 %
- Nature de l'index : Livret A
- Echéances : annuelles
- Amortissement progressif

Prêt n°855034

- Montant : 211 133.09 euros
- Durée de remboursement du prêt : 30 ans (en nombre d'échéances)
- Taux révisable : 3.83 %

- Nature de l'index : Livret A
- Echéances : annuelles
- Amortissement progressif

ARTICLE 3 : La garantie est accordée pour la durée totale des prêts à hauteur de 384 511,97 euros.

ARTICLE 4 : L'organisme prêteur tiendra informé la Ville d'Aubervilliers annuellement du montant principal et des intérêts restant à courir.

ARTICLE 5 : Au cas où l'emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes devenues exigibles ou des intérêts moratoires qu'il aurait encourus, la Ville s'engage à en effectuer le paiement en son lieu et place, sur simple demande de la CDC adressée par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 6 : Le Conseil Municipal approuve les termes de la convention avec Sofilogis et s'engage à créer, pendant toute la durée du prêt en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt.

ARTICLE 7 : Le Conseil Municipal autorise le Maire à intervenir à chacun des contrats de compactage et/ou avenant(s) qui seront passés entre la CDC et Sofilogis.

ARTICLE 8 : La délibération du 20 novembre 1996 ayant le même objet est rapportée.

Le Maire